Conseil d'Etat
LEGISLATION
- 1 MAI 1952
Transmis à Bureau de Coor
Overgemaakt aan de Heer Adjunct

MTL. L.2885/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 5 mai 1952, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au corps des officiers ingénieurs des fabrications militaires", a donné en sa séance du 12 mai 1952 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 5de Mei 1952 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het korps officieren, ingenieurs der militaire fabrikaten", heeft ter zitting van 12 Mei 1952 het volgend advies gegeven :

I.

Le projet, qui est relatif au statut des officiers ingénieurs des fabrications militaires, dispose en son article 8 que le nombre maximum des ingénieurs des fabrications militaires est fixé à 79, alors que la réglementation existante n'en prévoit que 60. Dans la mesure où cet article a comme résultat de créer de nouveaux emplois, le projet doit être soumis aux organes de contrôle budgétaire prévus par les dispositions légales et réglementaires en la matière.

II.

L'article 12 du projet dispose que les officiers ingénieurs des fabrications militaires portent la tenue d'officier d'artillerie avec un insigne distinctif, une roue dentée et deux marteaux croisés. Par son article 3, l'arrêté royal du 24 avril 1951 relatif à l'uniforme des forces armées donne au Ministre de la Défense nationale le pouvoir de fixer notamment "les marques et insignes distinctifs". Le Conseil d'Etat est d'avis que, par souci de concordance, la disposition de l'article 12 doit trouver sa place dans la réglementation ministérielle prise en application de cet arrêté royal du 24 avril 1951.

III.

L'article 6 de l'arrêté royal du 6 décembre 1933, tel qu'il a été remplacé par l'arrêté royal du 10 janvier 1952, prévoit la fixation du montant de l'indemnité prévue par l'article 5 de la loi du 8 mai 1924 relative à la création d'un corps d'officiers ingénieurs des fabrications militaires.

.../...

En abrogeant, en son article 1er, l'arrêté royal du 6 décembre 1933, le projet abroge également les arrêtés qui l'ont modifié, de manière telle qu'il n'existerait plus de disposition fixant le montant d'une indemnité prévue par la loi.

Comme il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement d'abroger l'arrêté royal du 10 janvier 1952, le Conseil d'Etat propose d'en insérer le texte dans le projet.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le texte, tel qu'il a été amendé, appelle des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL RELATIF AU STATUT DES OFFICIERS INGENIEURS DES FABRICATIONS MILITAIRES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 68 de la Constitution;

Vu la loi du 18 avril 1905 déterminant l'état et la position des officiers de réserve, modifiée par la loi du 14 juillet 1951;

.../...

Vu la loi du 8 mai 1924 relative à la création d'un corps d'officiers ingénieurs des fabrications militaires;

Vu la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, modifiée par les lois des 18 mars 1927, 14 juillet 1930 et 30 mai 1951;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier. DU RECRUTEMENT DES OFFICIERS INGENIEURS DES FABRICATIONS MILITAIRES.

Article 1er.-

Le Ministre de la Défense nationale peut agréer comme candidat officier ingénieur des fabrications militaires, les officiers subalternes qui :

1° sont issus de l'école d'application de l'Ecole royale militaire ou de la division polytechnique de cette école ou sont porteurs d'un des diplômes suivants : ingénieur civil des mines, ingénieur civil des constructions, ingénieur civil métallurgiste, ingénieur civil chimiste, ingénieur civil électricien, ingénieur civil mécanicien, ingénieur civil des constructions navales ou docteur en sciences (sciences chimiques);

2° ont accompli comme officiersau moins trois ans de service actif à la troupe.

Article 2.-

Le Ministre de la Défense nationale ne peut agréer les candidatures qu'après avoir pris l'avis d'un comité dont il détermine la composition et le fonctionnement.

Article 3.-

Le Ministre de la Défense nationale fixe chaque année, en fonction des besoins, le nombre d'officiers qui pourront être admis comme candidats officiers ingénieurs des fabrications militaires, ainsi que l'ancienneté de sous-lieutenant requise.

Article 4.-

Les officiers agréés comme candidats ne peuvent être transférés dans le corps des officiers ingénieurs des fabrications militaires qu'après :

1° avoir accompli,dans des établissements techniques déterminés par le Ministre de la Défense nationale, un stage probatoire de deux ans dont un an au moins dans un arsenal;

2° avoir réussi une épreuve de fin de stage.

.../...

Article 5.-

§ 1er. L'épreuve dont il est question à l'article 4, 2°, porte sur les connaissances techniques et administratives nécessaires pour exercer un emploi d'ingénieur dans l'un des domaines de la technique militaire.

Le Ministre de la Défense nationale fixe les détails du programme de cette épreuve, la cote qui doit être obtenue pour y satisfaire et tout ce qui concerne son organisation.

§ 2. Les candidats ne peuvent se présenter qu'une seule fois à cette épreuve.

En cas d'échec, ils sont renvoyés dans leur corps d'origine.

Article 6.-

Le Ministre de la Défense nationale renvoie dans leur corps d'origine :

1° les candidats qui, au cours de leur stage, manquent d'assiduité et d'application;

2° sur proposition du service médical, les candidats qui sont empêchés de poursuivre leur stage pour des raisons de santé.

.../...

CHAPITRE II. DE L'AVANCEMENT DES OFFICIERS INGENIEURS DES FABRICATIONS MILITAIRES.

Article 7.-

Les officiers ingénieurs des fabrications militaires sont soumis aux règles d'avancement en vigueur pour les officiers de la force terrestre.

L'avancement dans le corps des officiers ingénieurs des fabrications militaires ne peut être plus rapide que dans l'arme la plus favorisée.

Article 8.-

§ 1er. L'examen à subir pour l'accession au grade de major ingénieur des fabrications militaires comporte :

1° une thèse sur un sujet en relation avec la spécialité technique de l'intéressé;

2° une épreuve professionnelle portant sur cette thèse et sur les connaissances administratives requises.

§ 2. Les dispositions réglementaires communes aux examens de major des armes et des services de la force terrestre sont applicables aux officiers ingénieurs des fabrications militaires.

Article 9.-

Il est institué un comité d'avancement pour le corps des officiers ingénieurs des fabrications militaires.

.../...

La réglementation relative aux comités d'avancement lui est applicable.

CHAPITRE III. DISPOSITIONS GENERALES.

Article 10.-

Le nombre total des officiers ingénieurs des fabrications militaires est fixé à 79.

Ils se répartissent dans les divers grades à concurrence de 2 généraux majors, 4 colonels, 8 lieutenants-colonels, 15 majors et 50 officiers subalternes.

Article 11.-

L'un des officiers généraux ingénieurs des fabrications militaires est chargé des attributions d'inspecteur général du corps.

Article 12.-

Le montant annuel de l'indemnité spéciale accordée aux officiers ingénieurs des fabrications militaires est fixé à 3.600 francs pour les officiers subalternes, et à 4.800 francs pour les officiers supérieurs et généraux.

Cette indemnité est due dans toutes les positions donnant droit au traitement entier ou partiel. Elle est payée mensuellement et anticipativement

.../..

en même temps que le traitement. Elle est réduite par jour, dans les mêmes conditions que le traitement.

Article 13.-

§ 1er. Peuvent faire partie des cadres de réserve du corps des officiers ingénieurs des fabrications militaires :

1° les anciens officiers des cadres actifs de ce corps;

2° les officiers de réserve des armes et services, âgés de plus de 35 ans, qui remplissent la condition d'études fixée à l'article 1er, 1°, et qui occupent dans la vie civile un emploi dans les ateliers de fabrication d'armes de guerre, les poudreries ou dans certaines usines spécialisées où la présence d'un officier ingénieur des fabrications militaires pourrait être utile en temps de mobilisation.

§ 2. La réglementation relative au statut des officiers de réserve de la force terrestre est applicable aux officiers de réserve ingénieurs des fabrications militaires.

Article 14.-

§ 1er. Peuvent être agréés comme candidats officiers ingénieurs des fabrications militaires :

1° les officiers supérieurs ou subalternes admis en stage en 1945 et 1946, dès qu'ils ont rempli une fonction d'ingénieur pendant deux ans au moins, dont un an dans un arsenal;

.../...

2° les officiers subalternes qui remplissent la condition d'études fixée à l'article 1er, 1°, et à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'une des conditions suivantes :

a) avoir rempli une fonction d'ingénieur dans un arsenal pendant au moins deux ans;

b) avoir rempli une fonction d'ingénieur dans un arsenal pendant au moins un an et dans d'autres emplois d'ingénieur pendant au moins dix-huit mois;

c) avoir rempli des emplois d'ingénieur pendant au moins trois ans.

§ 2. Les officiers visés au § 1er doivent introduire leur demande d'agréation dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Ils sont agréés comme candidats conformément aux articles 1er et 2. Ils sont dispensés du stage prévu à l'article 4, 1°.

Article 15.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 6 décembre 1933 relatif au statut des officiers ingénieurs des fabrications militaires, modifié par les arrêtés royaux des 20 juillet 1934, 20 janvier 1936, 3 mai 1937 et 17 avril 1939, par l'arrêté du Régent du 10 octobre 1945 et par l'arrêté royal du 10 janvier 1952;

.../...

2° la dernière phrase de l'article 8 de l'arrêté royal du 16 juillet 1951 relatif aux comités d'avancement, modifié par l'arrêté royal du 7 janvier 1952.

Article 16.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

I.

Het ontwerp, dat betrekking heeft op het statuut van de officieren ingenieurs der militaire fabrikaten, bepaalt in artikel 8 dat het maximumaantal ingenieurs der militaire fabrikaten op 79 wordt gesteld, terwijl er volgens de bestaande reglementering slechts 60 zijn. Voor zover dat artikel de instelling van nieuwe betrekkingen met zich brengt, moet het ontwerp voorgelegd worden aan de organen inzake begrotingscontrôle zoals voorgeschreven bij de desbetreffende wets- en reglementsbepalingen.

II.

Artikel 12 van het ontwerp bepaalt dat de officieren ingenieurs der militaire fabrikaten, de tenue van artillerieofficier met als kentoken een kamrad en twee gekruiste hamers dragen. In artikel 3 echter van het koninklijk besluit van 24 April 1951 betreffende het uniform van de strijdkrachten wordt de Minister van Landsverdediging de bevoegdheid verleend om onder meer "de kentekens en onderscheidingstekens" vast te stellen. De Raad van State is van advies dat met het oog op de overeenstemming, het in artikel 12 bepaalde opgenomen moet worden in de ministeriële reglementering genomen bij toepassing van dat koninklijk besluit van 24 April 1951.

III.

Artikel 6 van het koninklijk besluit van 6 December 1933, zoals vervangen bij koninklijk besluit van 10 Januari 1952, stelt het bedrag vast van de vergoeding

.../..

bedoeld in artikel 5 van de wet van 8 Mei 1924 houdende oprichting van een korps officieren ingenieurs der militaire fabrikaten.

Door in artikel 1 het koninklijk besluit van 6 December 1933 op te heffen, houdt het ontwerp tevens opheffing van de besluiten die het hebben gewijzigd, zodat geen bepaling meer bestaat waarbij het bedrag van een door de wet bepaalde vergoeding wordt vastgesteld.

Daar de Regering niet voornemens is het koninklijk besluit van 10 Januari 1952 op te heffen, stelt de Raad van State voor, de tekst er van in het ontwerp over te nemen.

\+

\+ \+

Voor het overige zijn bij het ontwerp, zoals het is geamendeerd, nog opmerkingen over de vorm te maken; in de hierna voorgestelde tekst is daarmede rekening gehouden :

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE HET STATUUT DER OFFICIEREN INGENIEURS DER MILITAIRE FABRIKATEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 68 van de Grondwet;

.../...

Gelet op de wet van 18 April 1905 bepalende de stand en de rechtstoestand der reserveofficieren, gewijzigd bij de wet van 14 Juli 1951;

Gelet op de wet van 8 Mei 1924 houdende oprichting van een korps officieren ingenieurs van de militaire fabrikaten;

Gelet op de wet van 15 September 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren, gewijzigd bij de wetten van 18 Maart 1927, 14 Juli 1930 en 30 Mei 1951;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. - WERVING VAN DE OFFICIEREN INGENIEURS DER MILITAIRE FABRIKATEN.

Artikel 1.-

De Minister van Landsverdediging kan als candidaat-officier ingenieur der militaire fabrikaten aannemen de lagere officieren die :

.../...

1° komen uit de applicatieschool van de Koninklijke Militaire School of uit de polytechnische afdeling van die school,ofwel houder zijn van een van de volgende diploma's : burgerlijk mijningenieur, burgerlijk bouwkundig ingenieur, burgerlijk metallurgisch ingenieur, burgerlijk scheikundig ingenieur, burgerlijk electrotechnisch ingenieur, burgerlijk werktuigkundig ingenieur, burgerlijk scheepsbouwkundig ingenieur of doctor in de wetenschappen (scheikundige wetenschappen);

2° als officier ten minste drie jaar actieve dienst bij de troep hebben gedaan.

Artikel 2.-

De Minister van Landsverdediging kan de candidaturen slechts aannemen na het advies te hebben ingewonnen van een comité,waarvan hij de samenstelling en de werking vaststelt.

Artikel 3.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt ieder jaar,volgens de behoeften van de dienst, het aantal officieren die als candidaat-officieren ingenieurs der militaire fabrikaten kunnen worden aangenomen, en de vereiste ancienniteit als onderluitenant.

.../...

Artikel 4.-

De als candidaat aangenomen officieren kunnen alleen in het korps der officieren ingenieurs der militaire fabrikaten worden overgeplaatst nadat zij :

1° in technische inrichtingen door de Minister van Landsverdediging aangewezen, een proeftijd van twee jaar hebben doorgemaakt, waarvan ten minste één jaar in een arsenaal;

2° voor een examen bij het einde van de proeftijd zijn geslaagd.

Artikel 5.-

§ 1. Het examen in artikel 4, 2°, bedoeld, loopt over de technische en administratieve kennis, nodig om een betrekking van ingenieur op een van de gebieden van de militaire techniek te bekleden.

De Minister van Landsverdediging bepaalt de bijzonderheden van het programma van dat examen, welk cijfer moet worden verkregen om daarvoor te slagen en al wat de inrichting er van betreft.

§ 2. De candidaten mogen zich slechts eenmaal voor dat examen aanmelden.

Zo zij afgewezen zijn, worden zij teruggezonden naar het korps waaruit zij komen.

Artikel 6.-

De Minister van Landsverdediging zendt naar het korps waaruit zij komen terug :

1° de candidaten die tijdens de proeftijd blijk geven van gemis aan stiptheid en vlijt;

2° op voorstel van de geneeskundige dienst, de candidaten die om gezondheidsredenen hun proeftijd niet kunnen voortzetten.

HOOFDSTUK II.- BEVORDERING VAN DE OFFICIEREN INGENIEURS DER MILITAIRE FABRIKATEN.

Artikel 7.-

Op de officieren ingenieurs der militaire fabrikaten zijn van toepassing de regelen inzake bevordering die gelden voor de officieren der landmacht.

De bevordering bij het korps van de officieren ingenieurs der militaire fabrikaten mag echter niet sneller geschieden dan bij het meest begunstigde wapen.

Artikel 8.-

§ 1. Het examen af te leggen voor de graad van majoor ingenieur der militaire fabrikaten, omvat :

1° een verhandeling over een onderwerp met betrekking tot de technische specialiteit van de belanghebbende ;

2° een vakexamen met betrekking tot deze verhandeling en tot de vereiste administratieve kennis.

§ 2. De reglementsbepalingen die gemeen zijn aan de examens voor majoor van de wapens en van de diensten bij de landmacht, zijn op de officieren ingenieurs der militaire fabrikaten van toepassing.

Artikel 9.-

Voor het korps der officieren ingenieurs der militaire fabrikaten wordt een bevorderingscomité ingesteld.

.../...

De reglementering betreffende de bevorderingscomité's is op dat comité van toepassing.

HOOFDSTUK III.- ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 10.-

Het maximumgetal der officieren ingenieurs der militaire fabrikaten is op 79 gesteld.

Zij worden over de verschillende graden verdeeld naar rato van 2 generaal-majoors, 4 kolonels, 8 luitenant-kolonels, 15 majoors en 50 lagere officieren.

Artikel 11.-

Een van de opperofficieren ingenieur der militaire fabrikaten is belast met de bevoegdheid van inspecteur-generaal van het korps.

Artikel 12.-

Het jaarlijks bedrag van de bijzondere vergoeding, toegekend aan de officieren ingenieurs der militaire fabrikaten, wordt vastgesteld op 3.600 frank voor de lagere officieren en op 4.800 frank voor de hoofdofficieren en de opperofficieren.

Deze vergoeding is verschuldigd in alle standen die recht geven op de volledige of gedeeltelijke wedde. Zij wordt, samen met de wedde, maandelijks en vooruit betaald. Zij wordt onder dezelfde voorwaarden als de wedde per dag verminderd.

.../...

Artikel 13.-

§ 1. Tot het reservekader van het korps der officieren ingenieurs der militaire fabrikaten kunnen behoren :

1° de gewezen officieren van het actief kader van dat korps ;

2° de reserveofficieren van de wapens en diensten boven de 35 jaar, die aan de in artikel 1, 1°, gestelde studievereiste voldoen en die in het burgerleven een betrekking bekleden in werkplaatsen voor aanmaak van oorlogswapens, in buskruitfabrieken, of in sommige gespecialiseerde fabrieken waar de aanwezigheid van een officier ingenieur der militaire fabrikaten in mobilisatietijd mocht nuttig zijn.

§ 2. De reglementering betreffende het statuut van de reserveofficieren der landmacht is op de reserve-officieren ingenieurs der militaire fabrikaten van toepassing.

Artikel 14.-

§ 1. Als candidaat-officier ingenieur der militaire fabrikaten kunnen worden aangenomen :

1° de hoofdofficieren of lagere officieren, in 1945 en 1946 tot de proeftijd toegelaten, zodra zij een ambt van ingenieur ten minste twee jaar hebben bekleed waarvan één jaar in een arsenaal ;

2° de lagere officieren, die aan het in artikel 1, 1°, gestelde studievereiste voldoen en op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit een van de volgende voorwaarden vervullen :

.../...

a) gedurende ten minste twee jaar een ambt van ingenieur in een arsenaal vervuld hebben ;

b) gedurende ten minste één jaar in een arsenaal een ambt van ingenieur vervuld hebben en gedurende ten minste achttien maanden in andere betrekkingen van ingenieur gewerkt hebben ;

c) gedurende ten minste drie jaar betrekkingen van ingenieur hebben bekleed.

§ 2. De in § 1 bedoelde officieren moeten hun aanvraag om aanneming indienen binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

Zij worden als candidaat aangenomen overeenkomstig de artikelen 1 en 2. Zij zijn vrijgesteld van de stage bedoeld in artikel 4, 1°.

Artikel 15.-

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 6 December 1933 betreffende het statuut der officieren ingenieurs der militaire fabrikaten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 Juli 1934, 20 Januari 1936, 3 Mei 1937 en 17 April 1939, bij het besluit van de Regent van 10 October 1945 en bij het koninklijk besluit van 10 Januari 1952 ;

2° de laatste volzin van artikel 8 van het koninklijk besluit van 16 Juli 1951 betreffende de bevorderingscomité's, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 Januari 1952.

Artikel 16.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,	président,
de Heren :		eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter,
	M.SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat,	
	G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	L.FREDERICQ,	assesseurs de la section de législation,	
	G.DOR,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister van Landsverdediging.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.